

## ÉDITORIAL FRÉDÉRIC ROHART

La victoire d'Erdogan

# Leçons de démocratie

**A**vec ses scrutins législatif et présidentiel de dimanche, la Turquie a donné «une leçon de démocratie au monde», a affirmé Recep Tayyip Erdogan. Reprenons. Entre la démocratie la plus ouverte et la dictature la plus fermée, il y a un chemin qu'un pays peut prendre dans un sens ou dans l'autre. La Turquie glisse, moins lentement que sûrement, dans la mauvaise direction. Avant Erdogan, elle était encore une «démocratie élective». C'est-à-dire un régime dans lequel l'écosystème qui définit une démocratie libérale – séparation des pouvoirs, liberté d'expression, indépendance des médias, dynamisme de la société civile, protection des minorités – n'était pas mature. C'est une situation médiocre dans laquelle plusieurs pays de l'Union européenne se trouvent aujourd'hui, de la Hongrie à la Pologne, en passant par la Croatie ou la Lituanie. Avec Erdogan, la Turquie a désormais glissé vers l'«autocratie électorale»: un pays où des élections sont certes organisées, mais où l'écosystème démocratique est en état de dégradation avancée. Il y a certes une opposition dans ce pays, et elle donne de la voix. Mais elle fait face à un pouvoir qui entretient le culte de la personnalité de son «Raïs», tisonne le feu du nationalisme le plus primaire, contraint l'expression de l'opposition. Un pouvoir, en

**Un pays où des élections sont certes organisées, mais où l'écosystème**

somme, qui refuse de se reconnaître des limites. Dans ce contexte, la majorité des électeurs turcs a décidé de conforter le «chef» dans cette idée, en lui offrant une nouvelle victoire et

**démocratique est en état de dégradation avancée.**

de nouvelles prérogatives.

Ayant fait ces constats, on se gardera de prétendre faire nous-mêmes la leçon aux

Turcs – pas plus d'ailleurs qu'on ne l'a faite aux Ukrainiens, pour prendre un pays voisin de l'Union dont le régime n'est pas beaucoup plus enviable. Si l'Europe a vocation à défendre des standards démocratiques, c'est sur son territoire qu'elle doit le faire – partout où le clan du plus fort veut imposer sa loi, il faut lui opposer le flambeau des Lumières. Hors de ses frontières, l'Europe n'a pas à convaincre autrement que par l'exemple. Pas de leçons à Ankara, donc, mais un constat à exprimer clairement: la Turquie est un partenaire stratégique, sans plus puisque sans affinités.

Cultiver une relation dépassionnée avec la Turquie, c'est aussi prier son régime de se garder de faire de l'exportation. On demandera donc aux vibrants soutiens de l'autocratie turque qui vivent en Europe – et donc en Belgique – de limiter leurs effusions. Eviter de couvrir des quartiers entiers de leurs tracts nationalistes et de réserver leurs klaxons et drapeaux pour les victoires de leur équipe préférée au Mondial serait un bon début – on se garde ici d'évoquer les menaces de mort à l'encontre de politiciennes belges et de leurs enfants, qui relèvent de la justice. Oui, la Belgique reste une démocratie où l'expression est libre, mais cette liberté-là est stérile sans le respect des valeurs qui la portent. Et c'est une leçon de démocratie qu'il faut malheureusement répéter.